

des femmes qui produisent une déclaration d'impôt, ne cotisent pas à un REER.

Si l'on regarde la répartition par sexe des cotisants à des REER, on remarque une importante inégalité. En 1987, 39 p. 100 du nombre total de cotisants à des REER étaient des femmes. Leurs cotisations représentaient 32,8 p. 100 de la valeur totale de ces régimes. Cette même année, les hommes constituaient 61 p. 100 des cotisants et possédaient 67,2 p. 100 de la valeur totale des REER.

Non seulement la plupart de ceux qui cotisent à un REER sont des hommes, mais ils peuvent cotiser davantage. Les conservateurs disent: «Pourquoi les femmes ne font-elles pas un petit effort pour cotiser plus?» La réponse est qu'elles ne le peuvent pas. Au Canada, les pauvres sont surtout des femmes. Les femmes ne peuvent affamer leurs enfants pour investir dans un REER.

Comme il en a l'habitude, ce gouvernement essaie d'adopter des lois qui ne profitent qu'aux riches et, en l'occurrence, aux hommes riches. Cette nouvelle loi apporte des restrictions au partage des REER, car elle ne permet pas le transfert de revenus de pension à un REER de conjoint ou à un FERR s'il y a eu divorce, à moins que le rentier ait modifié, avant 1990, son REER de manière à prévoir le transfert.

Le projet de loi ne prévoit rien pour rendre les règles plus rigoureuses en ce qui concerne les REER de conjoint, pour faire en sorte que les femmes touchent vraiment cet argent au moment de leur retraite. Les REER de conjoint ne sont souvent que des abris fiscaux.

Des représentants du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, de la Fédération des femmes du Québec et du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme ont dit au groupe de travail parlementaire de 1983 sur la réforme des pensions que la plus importante réforme pour les femmes âgées de l'avenir consistait à étendre la portée du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. Le groupe de travail n'a pas tenu compte de ce sage conseil dans son rapport. Le rapport minoritaire du Nouveau Parti démocratique prenait parti pour les femmes du Canada.

Les cotisations à un REER sont un luxe que la plupart des femmes ne peuvent se permettre. Au lieu que les femmes pauvres ne subventionnent avec leurs impôts les hommes riches qui bénéficient d'énormes dégrèvements, le parti néo-démocrate propose un gel des cotisations aux REER, une vaste expansion du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec ainsi qu'une

Initiatives ministérielles

importante amélioration du système universel de pensions.

Un nombre proportionnellement trop élevé d'autochtones vivent dans la pauvreté. Les aînés qui ont passé l'essentiel de leur vie à l'extérieur du cadre économique conventionnel n'ont ni pension privée ni RPC. Ils n'avaient bien sûr pas d'argent à mettre dans un REER. Ils dépendent donc du système public, qui ne répond pas à leurs besoins.

Nous devons adopter des mesures autres que celles qui sont dans ce projet de loi. Nous devons procéder à une véritable réforme des pensions. Économiquement, il n'est pas sain de continuer à donner de l'argent aux riches. Moralement, il n'est pas sain non plus de faire subventionner les riches par les Canadiens moyens. J'invite tous les députés à engager des discussions sur une véritable réforme des pensions et à renvoyer ce projet où il a été conçu.

[Français]

Le président suppléant (M. Paproski): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député de Mackenzie (M. Althouse)—L'Agriculture; l'honorable députée de New Westminster—Burnaby (M^{me} Black)—Les mesures d'urgence; l'honorable député de Thunder Bay—Nipigon (M. Comuzzi)—VIA Rail.

[Traduction]

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt la présentation de ce projet de loi par le ministre. J'ai remarqué qu'il avait dit à un moment qu'il pourrait être ou devrait être—je ne suis plus sûr—improductif sur le plan des recettes. Je ne sais pas si ce sont exactement ses mots, mais on espérait qu'il n'en coûterait rien au gouvernement et que cela ne rapporterait rien non plus.

Par contre, de plus en plus de personnes et d'organismes de tout le pays s'inquiètent. D'ailleurs, la TPS a augmenté l'inquiétude. Avec les autres augmentations de taxes, on a l'impression que les gouvernements vont devoir commencer à limiter leurs dépenses.

Les habitants de ce pays ne s'attendaient pas à ce qu'après tout le travail et tous les efforts qui ont été faits, le gouvernement présente une mesure improductive sur le plan des recettes. Mes collègues et d'autres députés ont dit que la mesure aide les relativement nantis, par rapport à ceux qui le sont moins, à ceux qui sont au bas de l'échelle des revenus, ou même à ceux qui n'ont pas de revenus du tout.